



"Telle est en substance la question posée dans son livre *Dead Aid* par Dambisa Moyo. Cette dernière est considérée par les grands médias anglo-saxons comme l'intellectuelle africaine de l'année 2009 ; le Time magazine l'a placée dans son dernier classement des 100 personnalités les plus influentes au monde, et elle est régulièrement invitée sur les plateaux des grandes télévisions internationales comme la BBC ou CNN, pour tout sujet ayant trait à la situation socio-économique africaine.

Dambisa Moyo ? Zambienne, économiste titulaire d'un master à Harvard et d'un PhD à Oxford, elle a travaillé à la Banque mondiale ainsi qu'à la célèbre banque d'affaire américaine Goldman Sachs.

Son constat est le suivant : sur les soixante dernières années, l'Afrique aurait reçu un trillion (1000 milliards) de dollars d'aide au développement de la part des pays développés (une petite partie sous forme de dons, le gros du reste sous forme de prêts à taux censément faibles). Or, la situation économique et sociale du continent africain est toujours dramatique.

Elle en tire comme conclusion que cette aide aura été inefficace d'un triple point de vue : économique, social et politique. Selon elle, l'Afrique ne peut pas prétendre à des institutions politiques fortes en l'absence d'une croissance économique dynamique et sans l'émergence d'une vraie classe moyenne dans les différentes sociétés africaines. Or, et c'est là la thèse centrale de *Dead aid*, les effets économiques de l'aide à l'Afrique ne permettent pas l'émergence de ces deux pré-requis. L'aide à l'Afrique encouragerait plutôt la corruption, la gabegie, empêcherait souvent l'émergence d'une classe entrepreneuriale locale et maintiendrait artificiellement des régimes dictatoriaux sans soutien de la part de leur population.

Pour soutenir sa thèse, Dambisa Moyo avance l'argument suivant : 60% de la population africaine a moins de 24 ans ; le défi principal qui se pose à l'Afrique est donc la création d'emplois pour pouvoir intégrer ces nouveaux arrivés sur le marché du travail. Or, selon elle, ce ne sont pas les investissements des différents Etats qui sont susceptibles de créer ces emplois, mais bien le secteur privé : l'Afrique n'aurait donc pas tant besoin de grands prêts accordés aux Etats en place, qui, le plus souvent, les dilapide en les utilisant mal, mais bien plutôt d'un secteur privé puissant, soutenu non pas par l'aide étrangère, mais par des Investissement Directs Etrangers (IDE), comme dans n'importe quelle économie dynamique.

Si le constat dressé par Dambisa Moyo n'offre rien de nouveau, l'angle polémique sous lequel

elle attaque son sujet est lui franchement salutaire. Il permet d'échapper au discours de victimisation tenu aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du continent, et malheureusement encore trop courant de nos jours. A l'intérieur du continent, ce discours de victimisation est à peu près le suivant : l'Afrique dispose de tous les éléments nécessaires à son développement, il ne lui manque que les fonds pour décoller ; puisque son « arriération » est le produit du colonialisme et du néo-colonialisme, il n'est que justice que les pays développés financent le redécollage de l'Afrique. Une sorte de nouveau « Plan Marshall » pour l'Afrique suffirait donc à régler quasiment tous les problèmes du continent. Ce discours est encore la marotte d'une large partie des élites au pouvoir. Sans vouloir inutilement taper sur la personne de Me Wade, force est de constater qu'il illustre bien ce genre de pensée.

A l'étranger, le discours de victimisation sur l'aide à l'Afrique peut s'incarner en la personne du chanteur irlandais Bono, leader du groupe de rock U2, et chantre de l'aide humanitaire en direction de l'Afrique. Il ne s'agit pas ici de dénigrer l'engagement et les motivations sincères du chanteur aux lunettes colorées, ni même de l'efficacité de son action : son lobbying intense et médiatique a certainement participé à faire avancer l'agenda du sommet du G8 de Gleneagles en 2005 ayant effacé une bonne partie des dettes de pays africains, de même qu'il a récolté beaucoup d'argent ayant profité à des populations africaines. Le problème, c'est que tout cela reste de la charité, que cela ne brise pas le cercle vicieux de production des inégalités dans le monde qui maintient l'Afrique la tête sous l'eau, et que cela ne renforce pas non plus les différentes économies nationales, seul socle sur lequel se bâtit le développement moderne. Comme ne cesse de le marteler Dambisa Moyo, « l'Afrique ne doit pas être dépendante de l'aide internationale ».

Au-delà de cet aspect salutaire de Dead Aid dans le débat économique et politique africain, il convient de prendre ses thèses et recommandations avec précaution. Car l'économiste zambienne semble trop souvent sacrifier la rigueur du raisonnement scientifique sur l'autel de l'imprécation polémiste ou sur celui de l'idéologie, néolibérale en l'occurrence. Dambisa Moyo jette en effet le bébé avec l'eau du bain : ce n'est pas tant l'aide étrangère à laquelle il faut mettre fin, c'est l'intervention des Etats africains, jugés inefficaces par essence. La solution serait de remettre les clés du sort de l'Afrique au secteur privé, qui lui serait intrinsèquement vertueux et efficient. Tous les exemples cités par Moyo de réussites développementalistes, notamment la Corée du Sud ou la Chine, se sont construits sous la coupe d'un Etat interventionniste. Qu'il faille privilégier l'industrie, le commerce, et l'agriculture locale, certes ; mais l'expérience a montré que ce n'est pas en remettant aveuglément ces secteurs entre les mains des « forces du marché » qu'on arrive à ce résultat : le risque pour l'Afrique serait de se voir déposséder de ses entreprises ouvertes aux IDE et face auxquels les investisseurs locaux ne seraient pas de taille (tout le monde a en mémoire la polémique récente sur le capital de la Sonatel). En Chine, tout investisseur étranger ne peut posséder plus de 50% d'une société immatriculée sur son territoire ; dans les pays du Golfe, les investisseurs étrangers doivent aussi obligatoirement s'associer avec des locaux ; dans tous ces cas, ce sont les Etats qui ont imposé un cadre réglementaire contraignant favorisant l'émergence d'une classe capitaliste locale.

De plus, et pour reprendre les termes du débat français actuel sur la dette publique, il y a la « bonne » et la « mauvaise » dette, la première étant celle qui finance des investissements à long

terme, la seconde celle qui finance des dépenses courantes. De même, il y a la « bonne » et la « mauvaise » aide à l'Afrique. Dans la première catégorie, on peut mettre les réponses ponctuelles à des situations de crises humanitaires (catastrophes naturelles, épidémies, populations réfugiées) ainsi que des investissements sur les infrastructures ou l'éducation, en prenant bien en considération que ces secteurs ne peuvent dépendre aussi des seuls emprunts à l'étranger. Dans la seconde catégorie, peuvent être catalogués tous les emprunts effectués par des Etats illégitimes pour asseoir d'une manière ou d'une autre leur pouvoir, les emprunts servant à acheter des armes et/ou entretenir des guerres civiles, mais aussi les emprunts effectués pour faire face aux dépenses courantes suite à une mauvaise gestion du budget de l'Etat, comme c'est actuellement le cas au Sénégal.

Dambisa Moyo voudrait que les Etats africains se financent par émissions d'obligations sur les marchés de capitaux, c'est-à-dire qu'ils n'empruntent plus à des Etats ou à des organisations financières internationales, mais auprès de banques et d'investisseurs privés, comme c'est le cas pour la plupart des Etats aujourd'hui dans le monde. Selon elle, cela les pousserait à un contrôle plus strict quant à leur capacité à rembourser ces emprunts et à la pertinence des investissements. Certes, mais elle oublie que les marchés de capitaux sont extrêmement volatiles, pouvant plonger les emprunteurs dans une crise financière profonde dès que le « pacte de confiance » est rompu (se rappeler la crise argentine) et que ces investisseurs promeuvent une « dictature du marché » insidieuse qui n'a rien à envier aux effets pervers du « consensus de Washington », décrié par tous les économistes ayant un minimum d'esprit critique.

On ne peut pas partager le prisme libéral, à l'anglo-saxonne, de Dambisa Moyo. Cela n'empêche de saluer *Dead Aid* comme un ouvrage important dans le débat économique et développementaliste africain, posant des questions pertinentes, et qui plus est développé par un enfant du continent. Si le débat ouvert par ce livre s'est jusqu'à présent principalement concentré, en dehors des sphères occidentales, à l'Afrique anglophone, l'Afrique francophone gagnerait à y prendre également part. Après tout, il y est question du modèle à donner à nos sociétés pour le futur".

Emmanuel Leroueil, Juillet 2009

Article également disponible sur le site [TerangaWeb](#)